

CHRISTOPHE SIRUGUE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INDUSTRIE



© Philippe Dubreuil/CEA

« L'industrie est essentielle pour la France »

En charge de l'industrie auprès du ministre de l'Économie et des Finances depuis le 1^{er} septembre 2016, Christophe Sirugue ne croit pas à la fatalité. Pour redonner à l'industrie une place prépondérante dans l'économie française, il compte poursuivre l'accompagnement et la mobilisation de l'État auprès des entreprises, notamment des PME.

Cetim Infos : Quelle est pour vous la place de l'industrie en France ?

Christophe Sirugue : L'industrie est essentielle pour la France. Elle représente à la fois des emplois et des projets fédérateurs pour notre pays. Il n'y a pas de fatalisme : en soutenant notre industrie, nous soutenons l'économie tout entière. Sous la présidence de François Hollande, beaucoup a été fait. Un des premiers effets importants est d'avoir replacé l'industrie dans le débat public. Des engagements forts ont été pris et portent leurs fruits. En termes de compétitivité, désormais, le coût du travail en France est inférieur à celui en Allemagne. Il y a aussi désormais dans notre pays plus de créations que de destructions d'entreprises. Aujourd'hui, l'industrie est face à des défis : la révolution numérique, la transition écologique. Et l'État a la volonté d'être aux côtés des entreprises.

C.1. : Sommes-nous bien armés pour relever ces défis ?

C.S. : Oui, j'en ai la conviction. Tout d'abord, nous avons des leaders mondiaux qui offrent des solutions à ces grands enjeux. Ensuite, nous avons un tissu industriel et des écosystèmes locaux dynamiques qui ont tous les atouts pour réussir leur modernisation et leur montée en gamme. De plus en plus de filières industrielles s'engagent ainsi dans les démarches de l'industrie du futur. Il y a un réel mouvement qui s'est mis en place. Enfin, l'État est là pour accompagner les entreprises et est prêt à y consacrer des moyens très importants. Bpifrance a créé un prêt Industrie du futur avec une enveloppe de 2,2 milliards d'euros à destination des entreprises, un troisième volet du programme d'investissements d'avenir sera mis en place dès 2017 à hauteur de 10 milliards d'euros. Et l'Union européenne est avec nous dans cet effort : Bpifrance et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé très récemment deux nouveaux accords pour soutenir l'industrie durable et les PME innovantes, dans le cadre du plan Juncker pour développer la compétitivité européenne.

« En soutenant notre industrie, nous soutenons l'économie tout entière. »

C.1. : L'Alliance Industrie du Futur est un outil utile dans cet accompagnement ?

C.S. : Le terme même d'Alliance traduit son objectif : rassembler tous ceux qui réfléchissent à la place de notre industrie dans les grands enjeux auxquels nous sommes confrontés. 18 mois après la création de l'Alliance, nous entrons dans une phase de concrétisation de l'industrie du futur. De nombreuses initiatives prennent corps, à l'image de la plateforme d'innovation Factory Lab à Saclay, répondant à des besoins concrets des industriels. Récemment, j'ai également remis les 12 premiers labels « Vitrites Industrie du Futur », qui récompensent les démarches de nos industriels les plus en avance. Il est important de mettre en avant ces réussites. Ces entreprises labellisées sont exemplaires dans la capacité de modernisation, d'efficacité énergétique, dans la numérisation... On parle là de grands groupes, et aussi d'ETI et de PME, qui prouvent que tout processus peut être amélioré et qu'en optimisant, en numérisant les différentes étapes de production, il est possible de créer de la valeur.

C.1. : Quelles sont vos priorités ?

C.S. : D'abord concentrer les efforts sur les PME et les ETI, qui ont le plus besoin de modernisation. Il faut pour cela créer des réseaux et des synergies, pour amener les chefs d'entreprise à s'engager dans les démarches de numérisation. L'Alliance doit travailler davantage dans une logique de filière, car la transformation numérique impacte l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les donneurs d'ordres jusqu'aux sous-traitants. La performance à l'export de nos entreprises est également une priorité. J'irai moi-même promouvoir l'industrie française dans mes prochains déplacements prévus à l'étranger. Enfin, il nous faut préparer sans attendre les évolutions des métiers et des compétences en adaptant la formation initiale et continue. J'ai pour cela demandé au Conseil national de l'industrie et à l'Alliance Industrie du Futur de faire des propositions dans ce sens. ■

Propos recueillis par Jean-Sébastien Scandella